



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale  
le projet de révision du plan d'occupation des sols valant  
élaboration du plan local d'urbanisme  
de la commune de Clouange (57)**

n°MRAe 2017DKGE79

La Mission régionale d'autorité environnementale  
Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-2, R. 104-8 et R. 104-28 ;

Vu la décision du 26 mai 2016 de la MRAe Grand Est donnant délégation à son président pour certaines décisions au cas par cas sans délibération collégiale ;

Vu la demande d'examen au cas par cas présentée le 23 mars 2017 par la commune de Clouange (57), relative à la révision de son Plan d'occupation des sols (POS) valant élaboration de son Plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 30 mars 2017 ;

Considérant le projet d'élaboration du PLU de la commune de Clouange, laquelle fait partie de la communauté de communes du Pays-Orne-Moselle ;

Considérant que ce projet a pour objectif d'assurer la mise en cohérence avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse, le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de la région Lorraine, la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des bassins miniers nord-lorrains et le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération messine (SCoTAM) dont Clouange est un pôle-relais ;

**En ce qui concerne l'habitat**

Considérant que :

- le projet a pour objectif d'atteindre 4300 habitants en 2032, soit une augmentation de 502 personnes par rapport au recensement de 2013 (3798 habitants) ;
- la population a progressé de 155 habitants entre 1999 et 2013 mais a perdu 142 habitants entre 2008 et 2014 (source INSEE) ;

Observant que :

- la commune projette la réalisation de 386 logements, en création, requalification et réhabilitation, afin de répondre aux besoins de desserrement des ménages, à l'accueil de nouveaux habitants, au renouvellement du parc et pour réduire le taux de logements vacants (177 logements vacants en 2013 selon l'INSEE, soit 9 % du parc total) ;
- le projet de la commune identifie 6,09 ha disponibles au sein de la zone urbanisée (dents creuses), après application d'un taux de rétention foncière de 30 % ;
- trois zones sont ouvertes à l'urbanisation, d'un total de 4,97 ha, en continuité des parties actuellement bâties, permettant la construction de 153 logements, en accord avec les dispositions du SCoTAM relatives à la densité des zones d'extension urbaine (25 logements par hectare) ;

- les deux zones ouvertes à l'urbanisation, situées rue Clemenceau et rue du Maréchal Foch, sont des sites en reconversion ; les orientations d'aménagement et de programmation du projet de PLU précisant que pour la deuxième zone de 2,5 ha, l'aménagement total du secteur ne pourra être réalisé qu'après démolition et éventuelle dépollution des entreprises actuellement en place ;
- la superficie totale des zones ouvertes à l'urbanisation paraît excessive sur la durée du projet de PLU, compte-tenu des hypothèses de croissance démographique, qui ne concordent pas avec les tendances actuelles, et de la priorité à donner à la densification du milieu urbain existant ;

#### **En ce qui concerne les risques naturels et miniers**

Considérant que le développement urbain se fera en prenant en compte les risques faibles à moyens de « retrait-gonflement des argiles » ;

Observant que :

- les zones urbanisées ou ouvertes à l'urbanisation ne sont pas incluses dans l'atlas des zones inondables de l'Orne ni dans le plan de prévention des risques miniers affectant la commune ;
- le règlement des zones urbanisées incluses dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPRMT) devra tenir compte de ce risque ;
- les zones ouvertes à l'urbanisation ne sont pas situées dans la zone concernée par le PPRMT ;

#### **En ce qui concerne les zones naturelles**

Considérant :

- la présence sur le territoire de la commune d'une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 « Pelouses calcaires à Rosselange », en dehors de la zone urbanisée, et d'une ZNIEFF de type 2 « Forêt de Moyeuve et coteaux »
- la présence de réservoirs et de corridors écologiques identifiés par le SRCE Lorraine ;

Observant que :

- les zones d'extensions prévues par la commune ne sont pas situées au sein des ZNIEFF précitées ;
- le SRCE est pris en compte en évitant de placer les zones d'extension futures dans les réservoirs de biodiversité et en prévoyant des couloirs et corridors boisés ;

### En ce qui concerne les risques sanitaires

Considérant l'observation de l'ARS indiquant que la commune de Clouange est concernée par des terrains situés dans deux projets de périmètres de protection éloignée de captages publics d'eau, faisant actuellement l'objet d'une procédure de déclaration d'utilité publique ;

Observant que le PLU devra tenir compte de ces périmètres de protection lorsque ceux-ci seront arrêtés ;

#### **conclut :**

qu'au regard des éléments fournis par la commune, la révision du POS valant élaboration du PLU de la commune de Clouange n'est pas susceptible d'entraîner d'incidence notable sur la santé et l'environnement ;

#### **et décide :**

##### Article 1er

En application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, la révision du POS valant élaboration du PLU de la commune de Clouange **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

##### Article 2

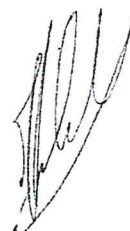
La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

##### Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet dédié donnant accès aux informations des Missions régionales d'autorité environnementale.

Metz, le 22 mai 2017

Le président de la MRAe,  
par délégation



Alby SCHMITT



**1) Vous pouvez déposer un recours administratif avant le recours contentieux.**

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif peut être un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision :

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale  
MRAE Grand Est c/o MIGT  
1 boulevard Solidarité  
Metz Technopôle  
57 076 METZ cedex3

**2) Le recours contentieux**

a) Si la décision impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Il peut aussi être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre du plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux **doit être adressé au tribunal administratif compétent.**

PRÉFET DE LA MOSELLE

8/11

Direction  
Départementale des Territoires  
Service Aménagement Biodiversité Eau  
Unité Planification Aménagement Urbanisme

Metz, le

11 DEC. 2017

Affaire suivie par :  
Nicole PIODI  
Tél : 03.87.34.34.67  
Nicole.Piodi@moselle.gouv.fr

Annexe 2

Monsieur le Maire,

Suite à la délibération du 1er septembre 2017 par laquelle le conseil municipal de votre commune a décidé d'arrêter le projet du Plan Local d'Urbanisme, j'ai procédé à la consultation des services sur la base des dossiers réceptionnés le 12 septembre 2017.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, l'avis de l'Etat sur le PLU arrêté ainsi que les remarques utiles des services de l'Etat et organismes consultés. ..

L'ensemble de ces éléments devra être annexé au dossier soumis à enquête publique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service Aménagement Biodiversité Eau

Christophe LEBRUN

Monsieur le Maire  
de la commune de  
57185 - CLOUANGE

Nadine BIRCK  
Commissaire-Enquêteur

## **Eau et Assainissement**

Le projet de PLU devra justifier sa compatibilité avec les recommandations du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) du SAGE approuvé le 27 mars 2015.

Les règlements écrit et graphique du PLU ne doivent pas conduire à autoriser des occupations des sols qui compromettraient les objectifs du PAGD. Ce point est à démontrer.

### **Les règlements écrit et graphique**

La rédaction des articles 1 et 2 des différentes zones du règlement écrit devra être modifiée sur la base des articles R151-30 et R151-33 du code de l'urbanisme :

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations.

### **Trame Verte et Bleue**

La protection des éléments TVB figurant au rapport de présentation pourra être traduite dans les règlements écrit et graphique en faisant apparaître la référence aux articles L151-23 et L151-19 du code de l'urbanisme.

### **Assainissement « Eaux Usées »**

Pour les futures constructions, installations, le règlement du PLU doit formellement interdire le rejet des eaux pluviales dans le réseau unitaire sans prévoir de dérogation à cette interdiction. Le contexte de surcharge hydraulique des réseaux et de la station de traitement, nécessitent que cette prescription soit intégrée dans le règlement écrit du PLU.

### **Les servitudes**

#### **Air Liquide**

Les deux canalisations de transport d'oxygène ont été déclarées en arrêt définitif. Toutefois ces ouvrages étant enterrés, il y aura lieu de les retranscrire sur le plan de servitudes à titre d'information.

La liste des servitudes actualisée, est jointe en annexe.

## **III – Informations diverses**

### **Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)**

La consultation de la CDPENAF est obligatoire :

- pour toute extension urbaine par rapport à l'usage actuel des espaces, (L153-16 et L 153-33 du code de l'urbanisme), hors SCoT approuvé ;
- pour toute création (y compris lorsque la commune est couverte par un SCoT approuvé), à titre exceptionnel, dans les zones agricoles ou naturelles et forestières, de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) dans lesquels des constructions (autres que celles de droit commun) sont autorisées ;
- au titre des extensions et/ou annexes des bâtiments d'habitation existants en zones agricoles et/ou naturelles. Le règlement doit préciser la zone d'implantation (repérée sur le règlement graphique ou indiquée dans le règlement écrit) et les conditions de hauteur, d'emprise et de



# CLOUAGE

## Inventaire départemental des cavités souterraines hors mines de la Moselle

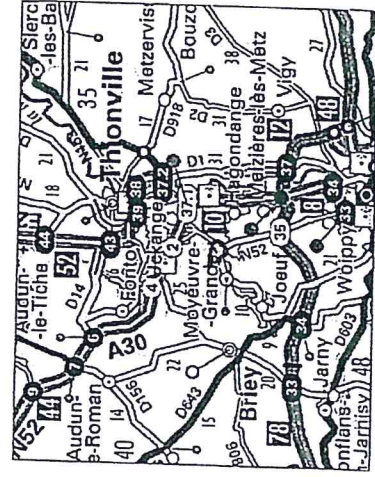
### LÉGENDE

Source : BRGM

Cavités souterraines avérées février 2017

- ◇ Carrières
- ▽ Cavités naturelles
- Ouvrages civils
- ▲ Ouvrages militaires
- Caves
- ▣ Indéterminés
- Zone d'aléa

0 500 1000m





## CLOUANGE

### Liste des Servitudes d'utilité Publique affectant l'occupation du sol

CODE	NOM OFFICIEL	TEXTES LEGISLATIFS	ACTE L'INSTITUANT	SERVICE RESPONSABLE
BoisForêt	Protection des bois et forêts soumis au régime forestier.	Circulaire interministérielle n° 77104 du 1er août 1977. Article 72 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001. Décret n° 2003-539 du 20 juin 2003.	Forêts Communales de CLOUANGE et de GANDRANGE.	Office National des Forêts (O.N.F.) Service départemental 1 rue Thomas Edison 57070 METZ
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.	Art.12 loi 15/6/1906 remplacé par L323-3 et suiv.+ L323-10 du code énergie . Art.298 loi finances 13/7/25. Art.35 loi 8/4/46 modifiée. Décret 6/10/67 et 11/6/70. Circulaire 24/6/70. Arrêté interminis. 17/5/2001. Art. R4534-107 et suivants code du travail	Réseau 20 KV.	Régie municipale de distribution d'électricité et de télédistribution, 93, rue Maréchal Joffre, 57120 CLOUANGE
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.	Art.12 loi 15/6/1906 remplacé par L323-3 et suiv.+ L323-10 du code énergie . Art.298 loi finances 13/7/25. Art.35 loi 8/4/46 modifiée. Décret 6/10/67 et 11/6/70. Circulaire 24/6/70. Arrêté interminis. 17/5/2001. Art. R4534-107 et suivants code du travail	Ligne 225 KV N°1 MONTOIS-ST HUBERT. Ligne 63 KV N°1 MONTOIS-ROMBAS.	RTE- Centre Developpement & Ingénierie Nancy/SCET TSA 30007 - 8 rue de Versigny 54608 VILLERS-LES-NANCY Cedex Les demandes d'autorisation d'urbanisme sont à adresser à : GMR Lorraine 12 rue des Feivres 57000 METZ
INFO	Canalisations AIR LIQUIDE	Circulaire BSEI et arrêté du 4 août 2006 abrogé et remplacé par l'arrêté "multi-fluides" du 5 mars 2014 relatifs aux canalisations de transport de matières dangereuses. Décret n°2011-1241 du 05 octobre 2011.	Canalisations de transport d'oxygène déclarées en arrêt définitif : ID3195 ROMBAS - AUBOUË, DN 80, enterrée. ID GANDRANGE - MOYEUVRE, DN 250, enterrée.	AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE Région Est Route nationale 57270 RICHEMONT

CODE	NOM OFFICIEL	TEXTES LEGISLATIFS	ACTE L'INSTITUANT	SERVICE RESPONSABLE
PPRm	Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques (P.P.R.) Miniers	Périmètre institué en application de la loi n° 95-101 du 02.02.1995 et du décret n° 95-1089 du 05.10.1995 qui abroge l'article R.111.3 du Code de l'urbanisme. Articles L 562-1 à L 562-7 du code de l'environnement. Article 94 du code minier.	Arrêté préfectoral du 04/04/2016 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques miniers d'Amnéville (Malancourt), Clouange, Rombas, Rosselange. Dossier PPRm comportant règlement, rapport de présentation et documents graphiques.	Direction Départementale des Territoires, S.R.E.C.C./Urbanisme et Prévention des Risques, 17, quai Paul Wiltzer, B.P. 31035, 57036 METZ CEDEX 01
PPRmt	Servitudes résultant des Plans de Prévention des Risques naturels (P.P.R.) "Mouvements de Terrain".	Périmètre institué en application de la loi n° 95-101 du 02.02.1995 et du décret n° 95-1089 du 05.10.1995 qui abroge l'article R.111.3 du Code de l'urbanisme.	Arrêté préfectoral du 16.11.1993. Le dossier PPR comporte un rapport de présentation, un règlement et un document graphique.	Direction Départementale des Territoires, S.R.E.C.C./Urbanisme et Prévention des Risques, 17, quai Paul Wiltzer, B.P. 31035, 57036 METZ CEDEX 01
PT2	Servitudes de protection contre les obstacles .	Articles L 54 à L 56-1 et R 21 à R26 du Code des PTT (loi n° 90-568 du 02.07.1990 relative à l'organisation du Service Public de la PTT, modifiée par la loi du 26.07.1996), Décret n° 90-1213 du 29.12.90 relatif au cahier des charges de F.T.	Décret du 16.03.1982 L.H. METZ-THONVILLE, tronçon SCY CHAZELLES-THONVILLE BEUVANGE	ORANGE UPR Nord-Est/Pôle Réglementation et Foncier 7 rue Joliet BP 88007 21080 DIJON Cedex 9
PT3	Servitudes relatives aux réseaux de communications téléphoniques et télégraphiques.	Article L 45-1 à L 48 et L 53 du Code des PTT (loi du 26.07.1996 de Réglementation des télécommunications). Article D.408 et D.411 du Code des Postes et Télécommunications. Articles R.20-55 à R.20-62 du code des Postes et des communications électroniques.	Câbles UM 57-15 HAGONDANGE-MOYEUVE C 142 LILLE - MAIZIERES - NANCY, C 360	ORANGE UPR Nord-Est/Pôle Réglementation et Foncier 7 rue Joliet BP 88007 21080 DIJON Cedex 9



CODE	NOM OFFICIEL	TEXTES LEGISLATIFS	ACTE L'INSTITUANT	SERVICE RESPONSABLE
T7	Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne, Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.	Articles R. 244.1 et D. 244.1 à D. 244.4 du Code de l'aviation civile (Plan circulaire horizontal de rayon 24 Km centré sur l'aérodrome).	Aérodrome de METZ - FRESCATY.	Unité de soutien de l'infrastructure de la défense de METZ 1 rue Maréchal Lyautey CS 30001 57044 METZ Cedex 01

Rombas, le 29 janvier 2017

Mairie de Clouange  
1 Rue Joffre  
57185 Clouange

Affaire suivie par Dorella LOBASCIO  
[d.lobascio@ccpom.fr](mailto:d.lobascio@ccpom.fr)  
03/87/58/11/24

**Objet : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Clouange.**

Monsieur Le Maire,

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Clouange, arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 1<sup>er</sup> septembre 2017 est actuellement soumis à enquête publique.

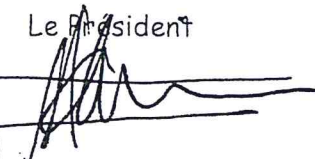
Dans le cadre de cette enquête, nous attirons tout particulièrement votre attention sur le fait que le parc d'activités communautaire Belle Fontaine situé pour partie sur le territoire communal de Clouange est une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) relevant de la compétence de notre intercommunalité. Il a été constaté que le règlement de la ZAC a été modifié sans que la communauté, en qualité de maître d'ouvrage, n'ait été associée à cette modification.

Par ailleurs, lors de la rédaction du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ainsi que les Orientations d'Aménagement et de Programmations (OAP) relatives aux besoins futurs à atteindre en matière de logement, il est notamment précisé la disposition suivante : « Des dents creuses sont également disponibles sur la zone d'activités Belle Fontaine (représentant 2.6 ha). A préciser que la commune n'a pas la compétence du développement de cette zone d'activités. » Sur ce point, nous attirons votre attention sur le fait que la zone d'activité Belle Fontaine est essentiellement une zone d'activité économique qui n'a pas vocation à être affectée à la réalisation de logement.

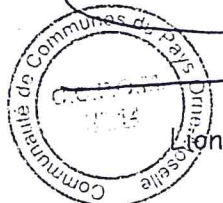
Les services communautaires restent à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président



Lionel FOURNIER





Rombas, le 13 février 2018

Mairie de Clouange  
1 Rue Joffre  
57185 Clouange

**Objet : Avis relatif à la modification des dispositions règlementaires de la ZAC Belle Fontaine dans le cadre de la procédure d'adoption du Plan Local d'Urbanisme.**

Monsieur Le Maire,

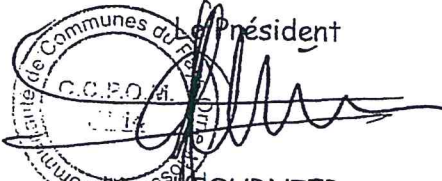
Dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Clouange, actuellement soumis à enquête publique, la Communauté de Communes du Pays Orne Moselle a par courrier en date du 29 janvier 2018, fait part de ses observations concernant la modification du contenu du règlement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du parc d'activités communautaire Belle Fontaine.

Il s'avère que la modification des dispositions règlementaires de la ZAC nécessite l'engagement d'une procédure de révision de celle-ci, de la part de la collectivité agissant en qualité de maître d'ouvrage. Une telle procédure n'ayant pas été engagée en parallèle, la modification du règlement de la ZAC dans le cadre de l'adoption du Plan Local d'Urbanisme, fragilise juridiquement la procédure d'adoption du futur PLU et serait susceptible de générer ultérieurement des recours pour toutes autorisations d'urbanisme ayant vocation à être délivrées dans le périmètre de la ZAC.

De ce fait, l'ancien règlement de la ZAC devra être inclus au nouveau PLU de la commune dans son intégralité tel que rédigé initialement afin de garantir la sécurité juridique du futur document d'urbanisme.

Les services communautaires restent à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président  
  
Lionel FOURNIER



Nombre de délégués élus au Bureau : 12  
Délégués présents : 9  
Absents : 3

Vote(s) pour : 9  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Pouvoir(s) : 0

Date de convocation : 5 décembre 2017

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU

Séance du 12 décembre 2017

\* \* \*

Sous la présidence de Monsieur Henri HASSER, Président du Syndicat mixte

### Point n°1 – Avis sur le projet de PLU de la Commune de CLOUANGE

La Commission Compatibilité des Documents d'Urbanisme consultée,  
Le Bureau,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.132-9, L.132-11 et L.153-16,

VU la délibération du Comité syndical du SCoTAM en date du 12 juin 2014 donnant délégation au Bureau pour formuler un avis sur les projets de PLU,

VU la délibération du Comité syndical du SCoTAM en date du 8 juillet 2008 demandant aux communes incluses dans le périmètre du SCoTAM, à être consulté lors de l'élaboration et des révisions de leur PLU,

VU le projet de révision du PLU de la Commune de Clouange arrêté par décision du conseil municipal du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et réceptionné au siège du Syndicat Mixte du SCoTAM le 14 septembre 2017,

CONSIDERANT le rôle de Pôle relais conféré à la commune de Clouange au sein de l'armature urbaine du SCoTAM,

#### 1) S'agissant de la production de logements et de la modération de la consommation d'espace,

CONSIDERANT :

- les orientations du SCoTAM en matière de production nouvelle de logements, en lien avec la position de Clouange au sein de l'armature urbaine du SCoTAM,
- les contraintes auxquelles est soumise la commune de Clouange pour son développement,

CONSTATE que le projet de PLU de Clouange, qui ambitionne de réaliser 275 logements nouveaux à horizon de 2032, soit 32% de l'objectif, en fourchette basse, alloué aux 3 Pôles relais de la Communauté de Communes du Pays Orne-Moselle (Clouange, Marange-Silvange et Montois-la-Montagne), affiche une ambition de développement résidentiel en phase avec les orientations du SCoTAM et avec ses possibilités de développement.

CONSIDERANT :

- les orientations du SCoTAM en matière de diversification du parc de logements,
- les caractéristiques du parc de logements de Clouange,
- les enjeux de développement du parc locatif aidé dit « SRU » pour la commune de Clouange,



Programmer, favorise dans les nouvelles opérations une mixité des types d'habitat,

SOUTIENNE l'objectif de réaliser une part non négligeable (30% des logements) de logements conventionnés dans les opérations des secteurs des rues Jeanne d'Arc, Clémenceau et Maréchal Foch.

CONSIDERANT les orientations du SCoTAM en matière de maîtrise de la consommation d'espace,

SOUTIENNE que le projet de PLU de Clouange favorise la densification urbaine, le renouvellement urbain et intègre un objectif de résorption d'une partie du parc de logements vacants, tout en ayant une exigence de densité dans les opérations de renouvellement urbain.

## **2) S'agissant de la qualité des opérations d'urbanisme**

CONSIDERANT :

- les orientations du SCoTAM en matière d'insertion des projets dans leur site et leur environnement,
- les orientations du SCoTAM en matière de gestion durable de la ressource en eau,
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU de Clouange,

DEMANDE :

- que la rédaction du règlement écrit du PLU concernant les eaux pluviales privilégie une gestion sur la parcelle des eaux pluviales afin d'être en cohérence avec les OAP, sauf en cas de contraintes techniques avérées,
- d'enrichir le volet "qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère" dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (ex : traitements des transitions avec les secteurs urbanisés limitrophes, cônes de vue à préserver/créer au sein des opérations, voirie partagée, noues paysagères, arbres haute-tige, essences végétales locales).

## **3) S'agissant des équilibres économiques**

CONSIDERANT les orientations du SCoTAM en matière d'équilibres économiques,

CONSTATE que le projet de PLU de Clouange :

- favorise le maintien et l'installation de commerces et services de proximité en mixité fonctionnelle au sein du tissu urbain,
- maintient la zone économique et commerciale de Belle Fontaine, inscrite au SCoTAM au titre des espaces économiques d'influence SCoTAM,

RECOMMANDE de porter une attention particulière à la qualité des aménagements dans le cadre du développement des secteurs Uza et Uzb en lien avec la proximité de l'Orne (ex : maintien de bandes herbacées, infiltration des eaux pluviales, plantation d'essences végétales locales).

## **4) S'agissant de la politique de transports et de déplacements**

CONSIDERANT :

- les orientations du SCoTAM en matière de transports et de déplacements, et notamment les orientations en faveur de l'intermodalité et de la promotion des modes doux,
- les enjeux qui intéressent les espaces autour des gares TER du SCoTAM,
- la nécessité de conforter la gare de Clouange-Rombas et son usage,

DEMANDE qu'une réflexion globale puisse être menée sur l'aménagement ou la requalification des espaces publics pour encourager/faciliter l'usage des modes doux (renforcer la place du piéton, réduire l'effet coupure du giratoire...) entre Clouange et la gare de Rombas. La commune pourrait utilement se saisir des préconisations de l'étude gare réalisée par l'AGURAM pour le Syndicat mixte du SCoTAM.

## 5) S'agissant des continuités écologiques, du paysage et du patrimoine naturel et bâti

### CONSIDERANT :

- Les orientations du SCoTAM en matière de continuités écologiques, de paysage, de patrimoine naturel et bâti, et notamment :
  - la préservation des intérêts écologiques et fonctionnels des milieux humides,
  - le renforcement de la nature en ville,
  - la prévention du développement d'espèces invasives,
  - l'insertion paysagère des opérations et la mise en valeur des paysages locaux,
- Les enjeux relevés dans le PLU de Clouange en lien avec ces thématiques,

SOULIGNE l'identification d'Espaces Boisés Classés et d'éléments de patrimoine bâti à protéger,

### DEMANDE :

- D'identifier les points de vue majeurs à valoriser,
- D'identifier, dans le PADD, l'Orne et sa ripisylve en tant qu'éléments de Trame Verte et Bleue,
- De compléter le règlement avec un secteur N correspondant à la ripisylve de l'Orne en bordure des jardins à préserver, à défaut, de définir une bande inconstructible le long du cours d'eau,
- D'insérer un paragraphe, dans le rapport de présentation, présentant les principaux rôles des zones humides ordinaires et d'évoquer leur potentielle présence sur le ban communal (ex : source, ruisseau, lit majeur de l'Orne),

### RECOMMANDE :

- D'annexer une liste d'essences végétales locales au règlement et d'y faire référence dans le dossier de PLU (ex : OAP),
- De prévoir, de part et d'autre du cheminement piéton et/ou cyclable à créer identifié dans le règlement au sein de l'espace forestier, de larges bandes enherbées contribuant à répondre à l'enjeu de restauration de corridor prairial mentionné dans le rapport de présentation,
- D'approfondir l'analyse paysagère à l'échelle du ban communal (ex : intégration paysagère de la ZAC de Bellefontaine, enjeux de réouverture des lisières au contact des zones urbanisées) en s'appuyant sur le Plan de Paysage de la Communauté de Communes du Pays Orne Moselle.

## 6) Avis conclusif

EMET un avis favorable sur le projet de PLU arrêté de la Commune de Clouange sous réserve que les demandes, exposées ci-avant, soient prises en compte.

Pour extrait conforme  
Metz, le  
Le Président

13 DEC. 2017

  
Henri HASSER



